

KEALEY, Gregory S. et Reg WHITAKER, eds., *R.C.M.P. Security Bulletins. The War Series, Part II, 1942-45*. St. John's, Canadian Committee on Labour History, 1993. 515 p.

Andrée Lévesque

Volume 47, numéro 3, hiver 1994

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/305261ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/305261ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Lévesque, A. (1994). Compte rendu de [KEALEY, Gregory S. et Reg WHITAKER, eds., *R.C.M.P. Security Bulletins. The War Series, Part II, 1942-45*. St. John's, Canadian Committee on Labour History, 1993. 515 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 47(3), 442–443. <https://doi.org/10.7202/305261ar>

KEALEY, Gregory S. et Reg WHITAKER, eds., *R.C.M.P. Security Bulletins. The War Series, Part II, 1942-45*. St.John's, Canadian Committee on Labour History, 1993. 515 p.

On ne songerait pas à adopter les *Bulletins* de la Gendarmerie royale du Canada comme livre de chevet, et pourtant on peut facilement imaginer nombre de personnes connues qui ont vécu les années de guerre. En vérifiant l'index de ce volume on y retrouve, entre autres, les noms de Maxime Raymond, Madeleine Parent, André Laurendeau, Tim Buck ou même Jacques Duclos. Car en cette période, ennemis et alliés étaient bien définis; la GRC montait la garde et multipliait ses rapports sur une multitude d'organisations, de réunions et d'individus suspects. Les informations ainsi recueillies faisaient ensuite l'objet de bulletins mensuels destinés aux agents disséminés à travers le Canada.

Se prévalant de la Loi d'accès à l'information, Gregory S. Kealey et Reg Whitaker ont obtenu copies de ces *Bulletins* dont ils nous offrent maintenant le deuxième volume. Copies incomplètes d'ailleurs, qui sautent parfois plusieurs mois (de mai 1943 à août 1944) et sur lesquelles les censeurs ont biffé plusieurs noms. Dans leur introduction, les éditeurs identifient les principales cibles des agents de la Gendarmerie: les communistes d'abord, même si l'Union Soviétique est dans le camp allié depuis juin 1941, les groupes pro-nazis, les Japonais, les minorités ethniques. On aurait pu y ajouter les organisations nationalistes canadiennes-françaises, l'Ordre pour la défense du Canada, l'Ordre Jacques-Cartier, le Bloc populaire, dont certaines réunions sont rapportées en détail. On y retrouve des résumés des discours de Henri Bourassa ou du père Simon Arsenault. On y apprend que Michel Chartrand affirmait que les «rats du gouvernement ruinaient le Canada pour sauvegarder la Grande Bretagne». Il reste cependant que les communistes préoccupaient beaucoup plus les défenseurs de la sécurité nationale que les nationalistes du Québec. Conditionnés depuis vingt ans à voir dans le Parti

communiste du Canada la principale force subversive au pays, les informateurs s'adaptèrent difficilement aux renversements de la politique étrangère et au patriotisme indéfectible des communistes. La presse en langue étrangère est décryptée tant pour capter l'infiltration bolchévique que pour débusquer la propagande nazie. Les réunions syndicales du comité d'organisation industrielle (COI) et les groupes travaillistes étudiants tel le *McGill Student Labour Club* sont dignes d'attention même si les discussions sont anodines. Il n'est probablement pas fortuit qu'on ait noté que Raymond Boyer a prononcé une adresse intitulée «Do Our Universities Educate?» On devrait le retrouver dans le troisième volume de la série portant sur la période d'après-guerre, quand le plus grand réseau d'espionnage canadien fut mis à jour non pas à cause de l'astuce de la GRC, mais grâce aux révélations de Igor Gousenko, un commis de l'ambassade soviétique.

Lors de la parution du premier volume de cette série, J. L. Granatstein écrivait souhaiter, vu la piètre qualité historique des rapports, que les auteurs mettent un frein à ces publications (*Labour/Le Travail*, 1991). Au même moment, dans la *Revue d'histoire de l'Amérique française* (1990), Richard Jones écrivait: «les historiens doivent applaudir à leur détermination et leur souhaiter bonne chance dans la réalisation de leur projet ambitieux.» Nous sommes redevables aux auteurs, considérant qu'il n'est pas inutile de connaître les efforts de protection de la sécurité nationale, d'avoir poursuivi leur travail. Suite au prochain numéro.

*Département d'histoire
Université McGill*

ANDRÉE LÉVESQUE